

Généalogie des obstacles aux contre-pouvoirs politiques du libéralisme au « nouveau néolibéralisme »

Manon Delobel

Université d'été de Vigen, « Mouvement pour la République sociale »

Aout 2020

La démocratie peut être associée au règne de la majorité et à l'idéal régulateur du consensus. Pour de nombreux analystes, c'est d'ailleurs sa principale définition. En ce sens précis, les régimes représentatifs qui sont les nôtres, fondés sur le suffrage universel apparaissent comme parfaitement démocratiques. Mais le caractère démocratique d'une société peut également se mesurer à l'aune d'un tout autre critère, bien différent : la vitalité du conflit et l'accueil fait, en son sein, à la pluralité et à l'opposition. Considérée sous ce deuxième angle, notre démocratie semble un peu plus pâle.

La question que je souhaiterais aborder, à ce titre, est la suivante : pourquoi, alors même que nous sommes de plus en plus nombreux à être profondément en désaccord avec le cap des réformes actuellement menées par le gouvernement (réforme des retraites, réforme du lycée et de l'université, réforme du système de santé), semble-t-il si difficile de former un véritable contre-pouvoir ? Pourquoi avons-nous collectivement l'impression de nous enliser dans l'impuissance et de faire face à une machine infernale qui coupe à la racine toute velléité d'opposition ? D'où viennent ces systématiques « défaites de la lutte », que Harold Bernat évoquait dans la présentation de cette Université d'été ? Schématiquement, on résumerait au nombre de trois les différents verrouillages et obstacles qui s'érigent face à toute tentative de constitution d'une opposition.

Premièrement, des obstacles de nature *politiques* et *institutionnels*. Par-là, je veux désigner l'absence de canal d'expression légitime de l'opposition, la difficulté d'exprimer institutionnellement et légalement un désaccord et la systématique sensation de clôture face à la discussion (discussion qui n'implique pas seulement d'être « écouté », mais d'être « entendu »). Cette disqualification de la discorde, qui s'accompagne généralement d'un discours stigmatisant, est d'autant plus forte en période de crise sanitaire, puisqu'il devient possible de contrarier de manière parfaitement légitime la seule et dernière tribune de l'opposition : les manifestations de rue.

Deuxièmement, des obstacles que l'on pourrait qualifier de *psychologiques* et *culturels*, et qui correspondent à la difficulté effective que nous rencontrons à l'heure de mobiliser massivement la population (en dépit de la colère latente). Partout semble régner, au moment d'agir, une impression de désintérêt profond et de dépolitisation, consolidés ces derniers temps par l'atomisation, le renforcement du numérique et la distanciation sociale.

Enfin troisièmement des obstacles qui prennent la forme plus directe cette fois de la menace, allant de la surveillance larvée à la répression autoritaire et violente, qui dissuadent en amont la formation de tout contre-pouvoir.

Je souhaiterais apporter un éclairage historique sur ces difficultés et ces multiples infortunes à constituer un contre-pouvoir, pour donner à comprendre qu'elles ne sont pas, comme on pourrait le croire, purement accidentelles ou simplement à mettre sur le compte d'erreurs de stratégie ou de faiblesses contingentes. Au contraire, le désarmement et la conjuration de toute résistance au pouvoir dominant ont été théorisés systématiquement et inscrits dans l'agenda de nos « démocraties » modernes depuis leur naissance à la fin du XVIII^{ème} siècle. Bien évidemment, nos démocraties libérales reconnaissent le principe de la liberté d'expression et du débat, mais à *condition* que celui-ci respecte les règles du jeu en place et ne déborde pas du cadre hégémonique. Le moindre pas hors de cette limite et la résistance s'oppose à des mécanismes de verrouillages systématiques. Ce sont ces verrouillages, et plus particulièrement leur évolution et leur transformation dans le temps – car ils ne sont pas les mêmes sous le libéralisme des fondateurs, sous le néolibéralisme des années 1930 et sous le « néolibéralisme » actuel – que je souhaiterais aborder.

Comme l'a mis en évidence Bernard Manin dans son ouvrage *Principes du gouvernement représentatif*, les révolutions de la fin du XVIII^{ème} siècle n'ont pas conduit à la création de démocraties, mais tout au contraire, à l'élaboration de régimes totalement inédits, appelés « gouvernements représentatifs » ou encore « Républiques », destinés à établir la sélection des meilleurs et à maintenir le peuple, incompetent et irrationnel, à bonne distance du pouvoir effectif. La « masse », perpétuel enfant échappant au progrès des Lumières et à la rationalité doit, à défaut d'être autonome, demeurer un public passif, pour lequel il faut, comme on dit aujourd'hui, « faire de la pédagogie ». Face à cette masse ignorante qui ne sait pas ce qui est bon pour elle ni pour le corps politique dans son ensemble, se tient une classe d'experts capable de déterminer « rationnellement » la marche à suivre. Indéniablement, ce schéma ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui. Aussi n'est-il pas étonnant de voir des médias, y compris les plus « classiques », évoquer « les abrutis de Gilets Jaunes [...] qui ne méritent que le mépris », ou encore véhiculer l'idée que « la plus résistante des difficultés auxquelles se heurte le Président de la République n'est pas politique, elle est culturelle : les Français ne comprennent absolument rien aux raisonnements qui structurent les réformes. » Toute manifestation de désaccord *politique* est systématiquement assimilée à de *l'ignorance*, et réciproquement, tous les échecs du pouvoir pour faire accepter les réformes passent pour un défaut de pédagogie. « Nous avons été trop intelligents, trop subtils, trop techniques. » « Je pense que certains sont en grève parce qu'ils ne comprennent pas tout, donc c'est aussi notre travail d'expliquer. » Les références pourraient être multipliées à l'infini. La contestation sociale est réduite à un défaut d'entendement : les citoyens, bien que souverains en principe, ne sont pas habilités à comprendre les questions de santé publique, d'éducation, de retraite ou encore de budget.

A plus d'un égard nous héritons de cette conception de la majorité du corps social comme un être sans compétence. Mais ce dont nous héritons au plus haut point, et qui nous handicape réellement dans la formation d'un contre-pouvoir, ce n'est pas seulement cette conception d'un peuple trop « abruti » pour participer aux décisions, c'est plus encore l'idée que ce même peuple représente une « menace » pour le corps politique dans son ensemble. Cette idée, paradoxalement, n'a jamais été aussi vivante qu'au lendemain des Révolutions. La Terreur, en France, mais aussi l'expérience démocratique dans les nombreux Etats américains, ont achevé de

convaincre les patriotes que la masse constituait un véritable danger pour le bien commun, mais surtout, pour la minorité possédante. Ainsi, dans la décennie 1780, en Amérique, le discours républicain change de ton, et le peuple, célébré quelques années auparavant, se transforme en véritable « cancer » du corps social, menaçant l'intégrité du corps politique (métaphore qui aura la vie dure...) Face à cette menace d'un peuple invasif, il fallait riposter et appliquer très rapidement un remède. C'est ici qu'apparaît le premier verrouillage historique de la modernité visant à désarmer le contre-pouvoir populaire, la première réponse organisée pour désarmer l'opposition. Ce premier obstacle, qui est celui du libéralisme postrévolutionnaire, est de nature politico-institutionnelle (comme nous l'avions annoncé) : il prend la forme du « gouvernement représentatif ». En effet, sous couvert de démocratisation inédite, ce nouveau système politique met fin, en réalité, à toute participation effective du peuple dans le gouvernement, pour le cantonner à l'élection des meilleurs, puisqu'il n'est rien de moins, comme l'a montré Bernard Manin, qu'une aristocratie élective. En dépit du principe proclamé de la souveraineté populaire, on assiste en réalité à une destitution totale de tout contre-pouvoir. Les nouvelles institutions qui sont mises en place au lendemain des Révolutions sont établies pour que réellement *rien n'arrive*, pour que rien ne vienne bousculer l'ordre établi. On peut citer, à cet égard, James Madison : « Notre gouvernement se doit de protéger les intérêts permanents du pays contre l'innovation. Les propriétaires terriens doivent avoir leur part dans le gouvernement, pour défendre ces intérêts inestimables. Ils doivent être constitués de manière à pouvoir protéger la minorité des riches contre la majorité. ¹ »

Il est bien évident que le principe de la représentation est nécessaire dans un territoire aussi peuplé que le nôtre. Et il est tout aussi évident qu'une démocratie parfaitement « horizontale » semble très difficile à réaliser. En ce sens, n'est pas la représentation en tant que telle qui pose problème d'un point de vue démocratique. Ce qui, en revanche, est problématique, c'est tout l'arsenal constitutionnel qui a accompagné la naissance du régime représentatif et qui, lui, était explicitement destiné à bloquer la possibilité de tout contrepoids au sein du gouvernement. Ainsi, par le biais de leviers comme la composition sociale des assemblées, le mode de désignation des représentants (élection au lieu du tirage au sort, fréquence et période de leur désignation...), la nature de leur mandat (non-impératifs, n'obligeant pas à respecter les promesses électorales), la non-révocation, les pouvoirs se sont constitués de manière à garantir aux élus le monopole de la direction des affaires et à supprimer toute voie légitime de contestation sociale. Un exemple édifiant : dans nos Constitutions, à aucun moment les citoyens ne peuvent proposer une loi, ni même intervenir dans l'examen et l'adoption de cette loi, ni contester sa promulgation. Cela appartient exclusivement au gouvernement et aux parlementaires. Et avec la V^e République, cette prérogative tend à revenir au seul pouvoir exécutif en temps de crise. On comprend d'ailleurs l'importance de ces verrouillages constitutionnels lorsque l'on voit la réponse qu'ont reçue, par exemple, les Gilets Jaunes à leur demande de référendum d'initiative citoyenne. Ainsi, la Constitution n'est pas simplement une forme hors-sol et abstraitement juridique. C'est plus profondément la

¹ « [...] our government ought to secure the permanent interests of the country against innovation. Landholders ought to have a share in the government, to support these invaluable interests, and to balance and check the other. They ought to be so constituted as to protect the minority of the opulent against the majority. » Madison, cité dans Jonathan Elliot (éd.), *The Debates in the Several State Conventions on the Adoption of the Federal Constitution*, Philadelphie, Lippicott & Co., 1836, p.451.

matérialisation d'un projet de société et d'une vision de la politique. C'est pourquoi le premier front pour donner de la vitalité à la démocratie serait de repenser collectivement cette architecture constitutionnelle, de réexaminer cette Constitution que l'on nous présente comme un socle indéboulonnable et sacré. Comment penser l'organisation des pouvoirs, la confection d'une loi, la participation citoyenne ? Comment réinstitutionnaliser le conflit, sans qu'il soit pour autant paralysant ?

Ce premier verrouillage, d'ordre institutionnel, va cependant révéler ses failles à la fin du XIX^{ème} siècle, au moment des luttes sociales organisées, avec l'émergence du socialisme, du syndicalisme et des mouvements sociaux. Contournant le canal politique qui leur est refusé, les forces discordantes et les contre-pouvoirs explosent, mettant au jour l'insuffisance du seul barrage institutionnel. La réponse du pouvoir dominant sera à la mesure de ce réveil. Au début du XX^{ème} siècle, se met en place un second verrouillage, qui n'est plus institutionnel et politique (même s'il va le renforcer), qui ne vise plus simplement à *écarter* la masse du pouvoir, mais à la *transformer* en profondeur pour qu'elle perde jusqu'au désir même de se révolter contre le modèle hégémonique. C'est la réponse du néolibéralisme. Il n'est plus question d'ôter aux individus la possibilité de « dire non » mais de lui soutirer plus fondamentalement le *désir* de le faire. Il s'agit, par la création de subjectivités adaptées à l'environnement capitaliste, de désactiver en amont la pulsion même de la contestation, de la faire mourir avant même qu'elle ne frémissse dans les esprits, de tuer dans l'œuf le tressaillement du désaccord. C'est la tristement célèbre « fabrique du consentement » théorisée par Walter Lippmann et reprise par l'ouvrage d'Edward Bernays, *Propaganda* :

« La minorité a découvert qu'elle pouvait influencer la majorité dans le sens de ses intérêts. *Il est désormais possible de modeler l'opinion des masses pour les convaincre d'engager leur force nouvellement acquise dans la direction voulue.* » [...] « La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. [...] Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forgent nos goûts, nous soufflent nos idées. »

Nous sommes ici au cœur de ce que Foucault a nommé la biopolitique : transformer en profondeur les consciences, modeler les subjectivités, créer des sujets qui ne sont plus dominés de l'extérieur mais qui se dominent eux-mêmes, qui participent à ce grand jeu en ayant l'impression d'agir librement. Nous touchons ici aux origines non plus des difficultés *matérielles* de la lutte, mais des difficultés *culturelles* et *psychologiques*. S'il est si difficile de mobiliser les individus, c'est qu'ils ont été profondément démotivés et dépolitisés. Au projet d'endoctrinement par la propagande politique s'est joint un programme d'endormissement de la raison par le bombardement permanent de loisirs qui font rêver, qui plaisent et qui détournent de la contestation politique. C'est une domination « douce », qui passe par la bienveillance, le paternalisme, le consensus et le plaisir. Ainsi, le deuxième front de la lutte à mener est à chercher du côté d'une remobilisation et d'une repolitisation des esprits, et l'éducation a certainement un rôle majeur à jouer dans cette entreprise, dans la mesure où elle a été l'instrument central de la néolibéralisation des individus.

Cependant, nous assistons aujourd'hui, comme à la fin du XIX^{ème} siècle, à un moment de fragilisation de ce second barrage opposé aux contrepouvoirs. Face au désastre écologique, social et maintenant sanitaire, le néolibéralisme semble craquer de toute part. Les contestations se multiplient dans le monde. On assiste, semble-t-il, à ce que l'on pourrait appeler une troisième « révolte des masses ». Le néolibéralisme baisse-t-il les armes pour autant ? Bien au contraire : il se renouvelle. Sa nouvelle stratégie est dictée par les événements : face à une contestation de plus en plus massive provoquée par ses propres contradictions, il n'a pas d'autre choix que de devenir plus autoritaire. Se faisant, il met à nu sa vraie nature : une domination violente. Lorsque le travail de séduction échoue, la violence et la contrainte prennent naturellement le relai. Paradoxalement, le gouvernement néolibéral, qui prône la bienveillance, la communication et la pédagogie dévoile progressivement tout l'arsenal d'agressivité et de répression qu'il contient et qu'il a toujours contenu. Outre la violence nue des LBD et des gaz lacrymogènes, cette répression prend la forme, au plus proche de nous-mêmes, du contrôle et de la surveillance de masse : contrôles, traçage sur les réseaux, fichage politique des grévistes, reconnaissance faciale des manifestants...

Qu'on ne s'y trompe pas : dans sa forme répressive actuelle, ce n'est pas le vieil idéal du conflit, célébré par Machiavel, que le néolibéralisme réactive. Ce n'est pas la discorde : car celle-ci suppose la réciprocité, or cette réciprocité est refusée. Nous assistons bien plutôt à une conjuration unilatérale de la rébellion, non seulement par une progressive militarisation de la police mais aussi par l'accumulation de plus en plus normalisée d'une masse d'information sur les individus. Cet arsenal répressif ne peut que dissoudre les capacités de résistance, déjà faibles, et désactiver les collectifs par la dissuasion. Faut-il s'inquiéter de cette mutation ou se réjouir de la fragilisation du néolibéralisme ? La réponse à cette question est difficile. Pour Pierre Dardot et Christian Laval, auteurs d'un grand ouvrage sur le néolibéralisme (*La nouvelle raison du monde*), nous avons affaire à un « nouveau néolibéralisme », qui témoigne de son caractère à la fois pluriel et plastique, capable de se nourrir de ses propres crises. Le néolibéralisme est capable de se renforcer par l'hostilité politique même qu'il suscite. Il n'a plus besoin de son image libérale ou démocratique. L'ambiance a changé : Brice Couturier pouvait par exemple affirmer, en 2018, au micro de France Culture : « les Gilets Jaunes sont des factieux, des vandales, des fascistes qui croient que le pouvoir se prend dans la rue et non dans les urnes. Face à ces tentatives insurrectionnelles, il est difficile de ne pas faire usage de l'autorité et même d'une certaine forme de répression. » Cette mutation a pour témoin la multiplication, dans le monde politique, des formules de type : « J'assume ». Le néolibéralisme « assume » ouvertement son caractère autoritaire. Il « assume » être en guerre contre toutes les formes de résistance aux réformes.

*

Ainsi, ce qui fragilise notre démocratie, ce ne sont pas les « aventures séparatistes », les divisions ou les « fractures », c'est bien plutôt cette fausse image de la concorde, bâtie non sur le dialogue avec l'opposition et l'accueil du conflit, mais sur l'étouffement systématique de tout dissensus.